

**IRAK****D'ex-baâssistes appelés à se présenter pour toucher leur retraite**

**Le responsable de la commission de débaâssification, Ahmad Chalabi, a appelé hier d'anciens cadres du parti Baas, du dictateur déchu Saddam Hussein, à se présenter pour toucher leur retraite.**

La débaâssification fut le premier décret pris par le chef de l'Autorité provisoire de la Coalition (CPA), Paul Bremer, à son arrivée en Irak en mai 2003, dans le but de purger les rouages de l'Etat des partisans de l'ancien président, condamné à mort puis exécuté en décembre 2006.

Dans ce pays gouverné durant 35 ans par le Baas et où, en général, la fidélité à cette formation était exigée pour progresser dans la Fonction publique, des dizaines de milliers de personnes furent chassées, ce qui paralysa durant plusieurs années l'appareil d'Etat, les universités et d'autres compagnies publiques.

M. Chalabi a appelé, lors d'une conférence de presse, «tous les cadres des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> échelons du parti, qui appartenaient à la Fonction publique et qui veulent obtenir leur retraite du gouvernement, à se présenter et à s'inscrire pour cela auprès de la commission de débaâssification». Les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> rangs



Ahmad Chalabi, responsable de la commission de débaâssification.

sont respectivement les chefs de «section», au niveau des localités, et les chefs de «groupe», au niveau des quartiers. Leurs requêtes seront traitées selon les termes de la loi sur la débaâssification, a-t-il dit, estimant le nombre de membres du 3<sup>e</sup> rang à 2 500 personnes et ceux du 4<sup>e</sup> à environ 10 000. «C'est une étape importante dans la réconciliation nationale», a-t-il jugé. Interrogé sur les garanties que la commission pourrait fournir aux ex-baâssistes craignant des représailles, M. Chalabi a répondu : «Pourquoi auraient-ils peur ?»

«Quelqu'un a-t-il été atteint (physiquement) ?» a-t-il ajouté très sérieusement.

Des centaines de membres du Baas ont été liquidés depuis 2003. La nouvelle loi sur la débaâssification, adoptée en janvier 2008, autorise notamment le paiement des retraites des anciens fonctionnaires baâssistes et leur possible réintégration – sous conditions – au sein de l'administration et de l'armée. Les plus hauts ex-responsables du parti sont cependant mis d'office à la retraite, ainsi que tous les baâssistes autrefois membres des services secrets de l'ancien régime. Longtemps opposant en exil, M. Chalabi, un chiite laïque, fut un avocat fervent d'une intervention militaire pour renverser le régime de Saddam Hussein.

Photo : DFP

**BEYROUTH****Rassemblement monstre pour commémorer l'assassinat de Rafic Hariri**

**Des centaines de milliers de Libanais ont marqué, hier à Beyrouth, le 4<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat de l'ex-Premier ministre Rafic Hariri, un ralliement qui a pris une tournure électorale à moins de quatre mois de législatives cruciales.**

Organisé sous haute surveillance de l'armée et des forces de sécurité intérieure, le rassemblement intervient en outre deux semaines avant l'ouverture du tribunal international chargé de juger les futurs inculpés dans l'assassinat de Rafic Hariri.

«L'heure de la vérité et de la justice a sonné et la vérité frappera aux portes de tous ceux qui ont participé à la série de crimes qui s'est abattue sur le Liban», a lancé à la foule Saâd Hariri, fils du dirigeant défunt et l'un des piliers de la majorité parlementaire antisyrilienne. Premier ministre sous la tutelle syrienne devenu opposant à l'hégémonie de Damas au Liban, ce riche homme d'affaires à la stature internationale a été tué le 14 février 2005, avec 22 autres personnes, dans un attentat à la camionnette piégée au cœur de Beyrouth. Dans une ambiance festive où slogans politiques se sont mêlés aux danses populaires et chants patriotiques, des centaines de milliers de personnes ont envahi les rues de Beyrouth et convergé vers la place des Martyrs, sur le front de mer, selon les correspondants de l'AFP. Des centaines de minibus et de voitures en provenance de différentes régions se sont rendus au centre-ville, avec à bord des partisans portant des photos de candidats aux législatives du 7 juin. Le rassemblement s'est ainsi transformé en une mobilisation populaire en faveur de la majorité face à la minorité menée par le Hezbollah

chiite soutenue par Damas et Téhéran. Les dirigeants de la majorité ont appelé dans leurs discours à voter en faveur de leur camp. «Le 7 juin sera notre rendez-vous avec la décision libre, la voix libre, la patrie libre», a affirmé M. Hariri, appelant à l'envoi d'observateurs arabes et internationaux.

«Les prochaines élections seront un choix entre notre camp qui veut la liberté, la souveraineté et l'indépendance et l'autre camp qui veut le retour de la tutelle», a affirmé l'ex-président de la République Amine Gemayel, en référence au contrôle exercé par la Syrie pendant 29 ans sur son petit voisin. «En ce jour, nous vous promettons que nous allons sortir vainqueurs dans cette échéance», a-t-il souligné.

«Nos partisans ne nous ont pas abandonnés et nous allons faire de même. Les élections approchent et ceci (le rassemblement) est une preuve de notre légitimité», a affirmé à l'AFP Akram Chehayeb, député de la majorité. «Nous sommes ici pour le mouvement du 14 mars (bloc des formations de la majorité antisyrilienne). Nous remporterons les élections», a lancé un participant, Joseph Saleh, 19 ans. Le Tribunal spécial pour le Liban, dont les travaux doivent commencer le 1<sup>er</sup> mars dans une banlieue de La Haye, a reçu le plein soutien du président américain Barack Obama. Dans un message diffusé lors du rassemblement, l'ancien président français Jacques Chirac, ami personnel du dirigeant assassiné, a exprimé son «estime», son «amitié» et son «respect» «pour tout ce qu'il (Rafic Hariri) incarnait».

La majorité accuse la Syrie d'avoir commandité l'assassinat de Rafic Hariri ainsi que les meurtres d'autres personnalités libanaises antisyriliennes commis par la suite.

Mais Damas, contraint de retirer ses troupes du Liban deux mois après ce drame, nie toute implication.

Publicité

**MADAGASCAR****Nouvelle mobilisation des partisans des deux camps rivaux**

**Les partisans du président malgache Marc Ravalomanana et de son opposant Andry Rajoelina ont à nouveau manifesté hier leur soutien aux deux hommes forts du pays lors de rassemblements, une semaine après une répression sanglante dans la capitale.**

«Je tiens à dire qu'en tant que président, je suis le premier responsable de la population, de ce fait, je regrette qu'il y ait eu des morts lors des différentes manifestations et je tiens à présenter mes condoléances aux familles», a déclaré le chef de l'Etat.

Une centaine de personnes sont mortes à Madagascar depuis le 26 janvier dans les violences qui ont émaillé le conflit entre les deux hommes, dont 28 tuées par la garde présidentielle lors d'une manifestation de partisans de M. Rajoelina le 7 février. «Je suis président de la République et je tiens à le rester jusqu'à la fin de mon mandat (fin 2011, ndlr); tout problème à Madagascar peut se régler par la discussion; nous allons tout faire pour rétablir la paix dans le pays et œuvrer au redressement économique», a lancé le chef de l'Etat. «J'écoute tout ce que la population me dit et je tiens à ce que Madagascar puisse se développer et que la paix soit rétablie», a-t-il assuré.

Mercredi, le camp présidentiel avait organisé une première riposte populaire dans ce même stade municipal de Mahamasina en réunissant plus de 30 000 partisans pour soutenir Marc Ravalomanana. De son côté, le maire destitué de la capitale malgache, Andry Rajoelina, a moins mobilisé hier que le

7 février, réunissant environ 10 000 personnes sur la place du 13-Mai, lieu historique de la contestation politique malgache. Le 7 février, il avait annoncé devant quelque 20 000 partisans avoir pris la tête d'une «Haute autorité de transition». Il avait ensuite nommé son «Premier ministre», Roindefo Monja, un homme politique du sud-ouest de l'île. L'opposant, qui réclame la destitution de M. Ravalomanana, a nommé hier ses «ministres» de la Défense et du Tourisme et Culture, qui s'ajoutent aux huit autres désignés ces derniers jours et censés remplacer le gouvernement actuel.

Le «ministre» de la Défense nommé par l'opposition, M. Raonenanpsoamampianina, est l'ancien chef d'état-major de l'armée malgache. Il avait été limogé par M. Ravalomanana en janvier 2007 à cause de dissensions dans l'armée.

Andry Rajoelina a également annoncé hier à ses partisans que ces dix «ministres» avaient l'intention de se rendre demain aux sièges des différents ministères actuels du gouvernement de M. Ravalomanana, et de commencer à y travailler. Vers 14h30 locales, les partisans des deux camps avaient quitté dans un calme relatif les deux lieux de rassemblement, distants d'environ 1 km.

Des négociations entre les deux camps ont été entamées cette semaine, sous pression de la communauté internationale, pour tenter de trouver une issue à la crise. M. Rajoelina, qui s'est autoproclamé en charge de la gestion des affaires du pays, s'est fait le porte-voix du ressentiment d'une partie de la population touchée par des difficultés économiques dans cette île pauvre et attachée au respect des libertés publiques.